

Le problème de la reconversion à Toulouse

Première question :

Lors de la rentrée, et compte tenu des assemblées générales tendues de juillet et septembre 1962, certains parlèrent de « crise » de l'U.N.E.F. De toute façon, il s'agit là d'une étape dans la croissance de l'U.N.E.F. et notre intention n'est pas d'épiloguer là-dessus.

Par contre, peux-tu nous dire si, au niveau de l'A.G.E.T., il y eut aussi une rentrée difficile ? Dans l'affirmative, quelles en étaient, selon toi, les causes ?

Le Président de l'A.G. :

Il importe d'analyser différemment la prétendue « crise » de 1962, qui a été motivée surtout par des problèmes internes, et les difficultés de la rentrée qui ont pris aussi un aspect critique et qui, elles, sont beaucoup plus profondes. Cela dit, le terme de crise est un peu fort. ; et il est exact de dire que c'est une étape dans la croissance de l'U.N.E.F.

Au plan local, la rentrée syndicale a été difficile. Cela se manifeste de plusieurs façons. Au sommet, un grave manque de responsables pour fournir en cadres les bureaux de l'A.G.E.T., ou des Corpos, et assurer le démarrage du premier trimestre. Au niveau des militants, on remarque le même phénomène. Ils sont moins nombreux et moins résolus. (Ex. : malgré un fort accroissement des effectifs d'étudiants, le nombre de cartes vendus est en légère diminution ; réunions d'informations désertées ; commissions très peu fournies). Plus légèrement, une désensibilisation certaine du milieu étudiant, une sorte d'apathie devant les problèmes du syndicalisme et ses manifestations.

Quant aux causes de cet état de crise, en dehors de la répercussion en milieu étudiant du courant général de dépolitisation en France, la plus importante est la fin de la guerre d'Algérie. Les uns semblent épuisés par les luttes passées (2^e trimestre 1962) et se mettent en congé. D'autres, amenés au syndicalisme par l'action sur le problème algérien et n'ayant pas assimilé exactement l'originalité de la lutte à caractère syndical, prennent leur distance. En particulier, on peut noter un désintéressement de la part des militants venus des partis politiques.

Une autre cause est la scission du mouvement étudiant. Paradoxalement, c'est au moment où la FNEF est en faillite au plan national que nous éprouvons plus de difficultés avec elle au plan local. Il semble d'ailleurs qu'elle fait un effort particulier sur Toulouse.

De ce fait, le nouvel étudiant, se trouvant en face de deux organisations qu'il ne connaît pas, ne choisit pas toujours selon des critères sérieux, ou simplement refuse de s'engager.

Deuxième question :

Après le V^e Congrès de l'U.N.E.F. à Reims, on a parlé d'une reconversion du mouvement étudiant. Ce qui est certain, c'est que la forte progression des effectifs étudiants à Toulouse (17.000 étudiants cette année) et les conséquences qu'elle implique, les nouvelles difficultés, les nouvelles insuffisances auxquelles il se trouve confronté, nous imposent une restructuration du milieu étudiant.

Bref, plus directement encore, comment à Toulouse avez-vous pensé et appliqué la reconversion du mouvement étudiant ?

Le Président de l'A.G. :

Je ne pense pas qu'on puisse parler de reconversion. Il s'agit simplement de nous resituer devant une situation politique qui a évolué. L'action syndicale apparaît sous un jour nouveau, mais ce n'est pas une re-définition. Pratiquement, les militants, accaparés par la lutte pour la paix en Algérie, ont brusquement découvert, une fois les accords d'Evian signés, qu'un travail considérable de recherches s'était effectué dans le même temps dans des secteurs plus traditionnels : logement, universitaire, niveau de vie, etc.... ; mais la ligne de l'U.N.E.F. n'a pas changé pour autant.

Nous nous sommes pratiquement trouvés devant deux nécessités :

— D'une part, informer la base de notre plate-forme revendicative qui n'a jamais été aussi étouffée et aussi cohérente. De ce fait, nous avons été amenés à baser notre campagne électorale sur cette information très large et en refusant systématiquement toute

polémique. Les résultats en furent inquiétants : une perte sensible aux élections corporatives. Mais, en définitive, la méthode a porté ses fruits et les élections à la section locale de la Mutuelle où nous étions confrontés directement à la F.G.E.T. l'ont montré, qui ont été un succès.

— D'autre part, restructurer les syndicats à la base et ceci par plusieurs moyens : affiner les structures proprement syndicales (dans les corpos, regrouper les militants par amphî) et créer un certain nombre de structures parasyndicales (groupes de travail universitaires, comités d'action logement, comités coopérative) embryons de structures syndicales en particulier dans les corpos de fac ou d'école, où nous sommes mal implantés. Cela est indissociable d'un effort accru de démocratisation dans l'élaboration et l'exécution du travail syndical.

Dans cette optique, le travail du 2^e trimestre devrait être efficace, compte tenu d'éléments de situation très positifs.

— Un intense travail de recherches a été effectué au premier trimestre, en pleine campagne électorale, pour établir cette plate-forme revendicative au niveau local. Sur des problèmes précis tels que le logement, la réforme de l'enseignement supérieur, l'allocation d'études, des bases solides sont assurées.

— On assiste de plus à un renouveau de militantisme dans certaines corpos et à un renouvellement des responsables.

— Enfin, des possibilités intéressantes sont ouvertes par l'orientation du Front syndical commun, auquel nous proposons un certain nombre d'actions communes sur la base de la plate-forme revendicative évoquée plus haut. Des contacts, en début d'année, ont permis d'envisager une recherche commune sur les problèmes d'enseignement et un colloque intersyndical sur la démocratisation de l'enseignement et le tronc commun se tiendra au mois de février.